



**VICE-RECTORAT
DE WALLIS-ET-FUTUNA**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DES ÎLES WALLIS
ET FUTUNA**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MARCHE EN PROCEDURE ADAPTEE

Marché passé en application des articles L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-8 du code de la commande publique 2019.

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)

Pouvoir adjudicateur :

ETAT - Administration Supérieure des Îles Wallis et Futuna
BP 16 - Havelu
98600 UVEA
Tél : 00 681 72 27 27

Personne habilitée à représenter le pouvoir adjudicateur :

Monsieur le Préfet Administrateur Supérieur des Îles Wallis et Futuna

Comptable public :

Le Directeur Général de la SECAL

Conducteur d'opération :

SECAL Société d'Équipement de Nouvelle Calédonie
Personne responsable du marché : Le Directeur Général de la SECAL
Ordonnateur : Le Directeur Général de la SECAL

Objet du marché :

Installation de carport photovoltaïque au vice-rectorat de Wallis et Futuna

Article 1 - Objet du marché – dispositions générales5

1. 1 - Objet du marché – Emplacement des travaux5

1. 2 - Représentation des parties5

1. 2. 1 - Maîtrise d'ouvrage5

1. 2. 2 - Titulaire5

1. 2. 3 - Désignation de sous-traitants en cours de marché5

1. 2. 4 - Ordonnancement, coordination et Pilotage du Chantier (OPC)6

1. 2. 5 - Maîtrise d'œuvre6

1. 2. 6 - Contrôle extérieur6

1. 2. 7 - Coordinateur Sécurité-Prévention-Santé6

1. 2. 8 - Représentant du pouvoir adjudicateur6

1. 3 - Décomposition en lots et tranches6

1. 4 - Sous-traitance6

1. 5 - Contrôle des prix de revient7

1. 6 - Dispositions générales7

1. 6. 1 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail7

1. 6. 2 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés7

1. 6. 3 - Responsabilités et Assurances8

1. 6. 4 - Clause d'insertion locale9

1. 7 - Notifications9

1. 8 - Travaux en site occupé9

1. 9 - Ordre de service9

1. 10 - Réalisation de prestations similaires9

Article 2 - Pièces constitutives du marché10

Article 3 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages – variation dans les prix10

3. 1 - Répartition des paiements10

3. 2 - Tranche(s) Optionnelle(s)10

3. 3 - Contenu des prix10

3. 4 - Sous-détail et décomposition du prix11

3. 5 - Variation dans les prix11

3. 5. 1 - Forme du prix11

3. 5. 2 - Index de variation11

3. 6 - Augmentation du montant des travaux12

Article 4 - Retenue de garantie12

4. 1 - Restitution de la retenue de garantie et libération de la caution12

4. 2 - Restitution de la retenue de garantie et libération de la caution12

Article 5 - Avance13

- 5. 1 - Montant de l'avance13**
- 5. 2 - Bénéficiaires de l'avance13**
- 5. 3 - Modalités de règlement de l'avance13**
- 5. 4 - Modalités de résorption de l'avance14**

Article 6 - Règlement des comptes14

- 6. 1 - Demandes de paiement14**
 - 6. 1. 1 - Demande de paiement d'acomptes14
 - 6. 1. 2 - Demande de paiement finale14
- 6. 2 - Paiements des cotraitants et/ou des sous-traitants ayant droit au paiement direct15**
- 6. 3 - Délais de paiement et intérêts moratoires15**

Article 7 - Délais d'exécution – pénalités et primes16

- 7. 1 - Durée du marché – délais d'exécution des travaux16**
- 7. 2 - Prolongation des délais d'exécution16**
- 7. 3 - Pénalités de retard16**
- 7. 4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux17**
- 7. 5 - Retenues pour non remise des documents fournis après exécution17**
- 7. 6 - Autres pénalités17**

Article 8 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits17

- 8. 1 - Provenance des matériaux et produits17**
- 8. 2 - Mise à disposition de lieux d'emprunt17**
- 8. 3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits18**
- 8. 4 - Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage18**

Article 9 - Implantation des ouvrages et localisation des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens18

- 9. 1 - Piquetage général18**
- 9. 2 - Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens18**

Article 10 - Préparation – Coordination et exécution des travaux19

- 10. 1 - Coordination des travaux – gestion des dépenses communes19**
- 10. 2 - Période de préparation – Programme d'exécution des travaux19**
- 10. 3 - Plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail19**
- 10. 4 - Lutte contre le travail dissimulé20**
- 10. 5 - Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers20**
 - 10. 5. 1 - Branchements provisoires d'eau et d'électricité20
 - 10. 5. 2 - Clôture, panneaux de chantier et signalisation20
 - 10. 5. 3 - Locaux et sanitaires de chantier20
 - 10. 5. 4 - Gestion des déchets20

10. 5. 5 - Respect de la sécurité et de l'environnement²⁰

10. 5. 6 - Dispositions particulières en matière de sécurité²⁰

Article 11 - Contrôles et réception des travaux²¹

11. 1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux²¹

11. 2 - Réception²¹

11. 3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages²¹

11. 4 - Documents fournis après exécution²¹

11. 5 - Délai de garantie²²

11. 6 - Garantie particulière des matériaux de type nouveau²²

11. 7 - Assurance de responsabilités²²

11. 8 - Représentant de l'entreprise²²

11. 9 - Résiliation – Mesures coercitives²³

11. 9. 1 - Résiliation pour motif d'intérêt général²³

11. 9. 2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire²³

Article 12 - Clauses de réexamen²³

12. 1 - Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution²³

12. 2 - Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution²⁴

Article 13 - Règlement des différends et des litiges²⁴

Article 14 - Dérogation aux documents généraux²⁴

Article 1 - Objet du marché – dispositions générales

1. 1 - Objet du marché – Emplacement des travaux

L'objet du marché concerne la réalisation d'une installation d'un carport photovoltaïque pour le vice-rectorat de Wallis et Futuna.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières transmis dans le présent Dossier de Consultation.

Lieu d'exécution : Vice-Rectorat des Îles de Wallis et Futuna – 98 600 Wallis et Futuna

Coordonnées :

SECAL

Téléphone : +687 46.70.00

Adresse: 40, rue Félix Trombe – KOUTIO – 98835 DUMBEA – BP 2517 – 98846 NOUMEA CEDEX

Le site sera en fonctionnement lors de la phase travaux.

Le marché comprend :

- les études d'exécution complètes, autres que celles fournies dans le dossier de consultation, à réaliser ou faire réaliser par un bureau d'études compétent à la charge de l'entreprise, à remettre en exemplaires papiers et informatique par l'entrepreneur au VISA du maître d'œuvre ;
- les études d'exécution comprenant les plans et études de réalisation et de fabrication, destinées aux équipes de montage et d'exécution de l'ouvrage à construire dans les conditions réelles du terrain, à remettre en exemplaires papiers et informatique par l'entrepreneur au VISA du maître d'œuvre ;
- le transport, l'acheminement de tous les matériels sur site, ainsi que l'installation sur site ;
- l'exécution des travaux et prestations, et les sujétions de chantier ;
- la fourniture des relevés, procès-verbaux (PV), certificats, fiches techniques, fiches de référence, fiches d'entretien, et des plans de récolement correspondants ;
- les frais d'assurance responsabilité civile (si assurance possible).

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

1. 2 - Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution du marché.

1. 2. 1 - *Maîtrise d'ouvrage*

Le maître de l'ouvrage est Monsieur le Préfet Administrateur Supérieur du territoire des îles Wallis et Futuna.

1. 2. 2 - *Titulaire*

Est désigné comme titulaire, ou mandataire, du présent marché le contractant désigné dans l'acte d'engagement.

1. 2. 3 - *Désignation de sous-traitants en cours de marché*

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement seront formulées par un formulaire DC4 (formulaire disponible en ligne).

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle (si assurance possible) visée à l'Article 9 ci-après.

1. 2. 4 - Ordonnancement, coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

La mission de coordination est assurée par le bureau d'étude CIEL, maître d'œuvre.

1. 2. 5 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre de conception et du suivi des travaux est assurée par CIEL.

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre.

1. 2. 6 - Contrôle extérieur

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique.

1. 2. 7 - Coordinateur Sécurité-Prévention-Santé

Sans objet.

1. 2. 8 - Représentant du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est représenté, par le Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna.

1. 3 - Décomposition en lots et tranches

Le marché comporte un lot unique. La dévolution en lots séparés, dans le cas particulier, risque de rendre techniquement difficile ou financièrement coûteuse l'exécution des prestations.

Le marché ne comporte aucune tranche optionnelle.

1. 4 - Sous-traitance

En complément des dispositions du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance direct ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le formulaire de sous-traitance DC4, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou main-levée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au représentant du maître de l'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article 10.8.2 ci-dessous, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément au Code du travail.

1. 5 - Contrôle des prix de revient

Sans objet.

1. 6 - Dispositions générales

1. 6. 1 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail prévues par la loi 52-1322 du 15 décembre 1952 modifiée, relative au Code du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 51 du CCAG.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1. 6. 2 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En cas de litige, la loi en application sur le territoire des Îles de Wallis et Futuna est seule applicable. Le tribunal administratif du territoire de Wallis et Futuna est le seul compétent. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions du Code du travail local.

Si le titulaire est établi dans un autre pays, les prestations seront facturées hors taxe, et la monnaie de compte du marché reste **le franc pacifique XPF**. La base de calcul est 8,38 euros = 1 000 F CFP.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit du Territoire des Îles de Wallis et Futuna soit le seul applicable et le tribunal administratif du Territoire de Wallis et Futuna soit seul compétent pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31/12/1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Les demandes de paiement seront libellées en **francs pacifique XPF** et soumises aux modalités de l'Article 3 du présent CCAP.

Les prix resteront inchangés en cas de variation de change et toutes les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

1. 6. 3 - Responsabilités et Assurances

Le code des assurances n'étant pas en vigueur dans les Îles de Wallis et Futuna, en cas d'incapacité d'obtention de police d'assurance, il sera demandé au soumissionnaire de prouver, si cela est possible (preuve de banque...) sa solvabilité en cas de sinistre.

a) Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

b) Assurance de responsabilité civile de droit commun

Si cela est possible, le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

c) Assurance de responsabilité civile décennale

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, **si cela est possible**, le(s) titulaire(s) déclare(nt) avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire

L(es) entreprise(s) titulaire(s) justifie(nt) de sa(leur) police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 émanant de sa(leur) société d'assurances.

Chaque entreprise, si cela est possible, devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

d) Dispositions communes

Si cela est possible, par dérogation à l'article 8 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) titulaire(s) fourni(ssen)t une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1. 6. 4 - Clause d'insertion locale

Sans objet.

1. 7 - Notifications

Les demandes à l'entreprise formulées par le maître d'ouvrage, le conducteur d'opération ou le maître d'œuvre sont faites sous l'une des formes suivantes :

- ordre de service ;
- courrier ;
- mention dans le PV de chantier ;
- courriel ;
- par huissier ou équivalent ;
- voie électronique via la plate forme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Ces demandes doivent comporter un objet précis et un délai de réponse proportionné :

- au temps matériel raisonnable qui doit être laissé à l'entreprise pour le faire,
- au contexte d'urgence ou non dans lequel la demande est faite,
- à la responsabilité de l'entreprise dans la survenue de la situation qui est à l'origine de la demande.

Par convention, la preuve de la réception de ces demandes, qui en emporte notification, et qui démarre le délai de réponse, est apportée par (respectivement) :

- a) la signature de l'ordre de service par le destinataire ou par son représentant, le visa du récépissé par un employé de l'entreprise au siège social lorsque le document est déposé au siège social, ou la signature du récépissé postal lorsque l'ordre de service est envoyé en recommandé.
- b) la signature du récépissé sur la lettre, ou sur les documents postaux en cas d'envoi en recommandé.
- c) la signature du PV de chantier concerné, ou lorsque le maître d'œuvre n'utilise pas cette méthode, la participation de l'entreprise à la réunion de chantier suivante où réapparaît la même demande (cette participation étant réputée démontrée par le pointage écrit des présents réalisé par le maître d'œuvre).
- d) le récépissé électronique, ou la réponse au courriel faite par le destinataire ou son employé.
- e) tout moyen prévu par la législation en vigueur, à la disposition de l'huissier.

Lorsque ces preuves de réception ne peuvent être apportées, la preuve de la réception est constituée dès lors que l'entreprise mentionne par un écrit quelconque un point qui ressort directement du contenu de la demande.

1. 8 - Travaux en site occupé

Les travaux devront être réalisés de manière à minimiser les risques et la gêne vis-à-vis des personnes extérieures au chantier et aux habitants voisins. Le chantier devra être organisé en conséquence.

1. 9 - Ordre de service

Conformément aux dispositions des articles 2 et 3.8 du CCAG, les ordres de service seront préparés, datés et signés par le maître d'œuvre qui les notifiera à l'entrepreneur étant précisé qu'en ce qui concerne l'affermissement des tranches optionnelles, la notification de l'ordre de service est conditionnée à la décision préalable du maître de l'ouvrage d'affermir la tranche ou de renoncer à l'exécution d'une tranche.

En outre, tous les ordres de services relatifs à la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient, en application des articles 14 à 17 du CCAG travaux, doivent, pour être opposables au maître de l'ouvrage, comporter le visa de celui-ci.

1. 10 - Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

Article 2 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

A - Pièces particulières :

- 1 – les actes d'engagement (AE) et les annexes,
- 2 – le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- 3 – Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- 4 – La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- 5 – le dossier de plans ;
- 6 – les annexes du dossier ;
- 7 – le mémoire de l'entreprise.

B - Pièces particulières :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-4 du présent CCAP :

- 8 – Les prestations feront l'objet d'un marché conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique 2019 ;
- 9 – Le Cahier Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux (CCAG/Travaux, version 31 mars 2021) (1);
- 10 – les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux et approuvant ou modifiant divers fascicules (1) ;
- 11 – les normes en vigueur au moment de la remise de l'offre de l'entreprise (1);
- 12 – le code et textes non codifiés du travail.

(1) Textes généraux appartenant au domaine public qui ne sont pas fournis par la maîtrise d'ouvrage. Sont applicables, sans besoin d'être mentionnés et sont considérés comme connus du titulaire, l'ensemble des lois et règlements applicables au Territoire des îles Wallis et Futuna.

Article 3 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages – variation dans les prix

3. 1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire, et à ses sous-traitants ainsi que la répartition éventuelle entre cotraitants.

3. 2 - Tranche(s) Optionnelle(s)

Le présent marché ne comporte aucune tranche optionnelle.

3. 3 - Contenu des prix

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 10.1 du CCAG. Notamment, ils prennent en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens existants qui ont été communiquées par le maître de l'ouvrage dans le dossier de consultation.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement, ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 10.1.2 du CCAG.

Les prix du marché sont établis en tenant compte des sujétions d'exécution particulières suivantes :

- en tenant compte de toutes les sujétions et toutes les dépenses nécessaires à la réalisation totale et définitive des ouvrages y compris les aléas ;
- en tenant compte des dépenses communes de chantier ;
- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites suivantes :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
PLUIE	30 mm / 24 Heures
VENT	100 km/h

Ces limites sont fixées pour la seule détermination des prix et n'excluent en aucun cas l'application des mesures de sécurité en vigueur ;

- en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée de travaux extérieurs au présent marché,
- en tenant compte des consignes éventuelles et exceptionnelles non prévisibles d'arrêts de travaux pour raison d'exploitation,
- en tenant compte de toute protection nécessaire à un maintien hors d'eau des locaux sous toiture, et pour la protection des mobiliers et appareillages par un bâchage ou autre protection efficace (housses),
- en tenant compte des frais d'assurance responsabilité civile professionnelle (si possibilité) des différents intervenants,
- en tenant compte des éventuels frais d'assurance complémentaires,
- en tenant compte de toutes les taxes éventuelles.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

3. 4 - Sous-détail et décomposition du prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés, comme précisé à l'acte d'engagement, suivant la nature du marché par application d'un prix global et forfaitaire.

Sauf si ces documents sont demandés à la remise des offres, l'entrepreneur fournira dans les 20 jours à compter de la date de la demande du maître d'œuvre un sous-détail de chacun des prix du bordereau des prix unitaires ou une décomposition de chacun des prix de l'état des prix forfaitaires désignés par le maître d'œuvre conformément aux dispositions de l'article 10.3.4 du CCAG travaux.

3. 5 - Variation dans les prix

3. 5. 1 - Forme du prix

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article 4.1 de l'acte d'engagement.

Le présent marché est passé à prix ferme et actualisable.

3. 5. 2 - Index de variation

Dans ce cas, l(es) index ou le(s) indice(s) de référence choisi(s) en fonction de sa(leur) structure pour représenter l'évolution du prix des prestations est :

Index	Libellé
BT01	Tous travaux confondus

Publié au Service Territorial des Statistiques et des Etudes Economiques STSEE de Wallis).

Si la date de début d'exécution des prestations intervient plus de trois (3) mois après la date d'établissement des prix figurant au présent acte, il sera fait application de la formule suivante :

$$PI = P0 (In-3/I0)$$

Dans laquelle :

PI est le nouveau prix actualisé.

P0 est le prix de base du règlement des prestations figurant au présent acte.

In-3 est la valeur de l'indice, du mois n-3, n étant le mois de la date de l'acte portant début d'exécution des prestations.

I0 est la valeur de ce même indice correspondant au mois d'établissement des prix fixés dans le présent acte.

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

Si l'un des indices servant de référence à la mise en œuvre de la formule de révision de prix venait à être changé ou à disparaître pendant la période d'exécution du présent contrat, les parties conviennent de lui substituer l'indice préconisé par l'organisme qui a créé l'ancien indice ; en utilisant le coefficient de raccordement qui s'y rattache.

Si aucun indice n'est prévu par l'organisme ci-dessus mentionné, les parties s'engagent à rechercher d'un commun accord un indice qui pourrait lui être substitué ayant des caractéristiques approchantes sans que l'application de ce nouvel indice n'entraîne un bouleversement de l'économie du contrat, ni une remise en cause des conditions de la mise en concurrence des soumissionnaires au présent marché.

Dans ce dernier cas, la mise en œuvre du nouvel indice nécessitera une modification de marché.

3. 6 - Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 15.4.3 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

Article 4 - Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur le solde dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande.

Le maître d'ouvrage **n'accepte pas** qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

4. 1 - Restitution de la retenue de garantie et libération de la caution

La retenue de garantie sera restituée ou la garantie, ou le cas échéant la caution, libérée dans les 30 jours qui suivent l'expiration du délai de garantie, sauf si des réserves ont été notifiées au titulaire et n'ont pas été levées avant la date d'expiration du délai de garantie.

En ce cas, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur garantie ou caution ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de ces réserves.

4. 2 - Restitution de la retenue de garantie et libération de la caution

La retenue de garantie sera restituée ou la caution libérée dans les 30 jours qui suivent l'expiration du délai de garantie, sauf si des réserves ont été notifiées au titulaire et n'ont pas été levées avant la date d'expiration du délai de garantie.

En ce cas, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de ces réserves.

Article 5 - Avance

Cas d'un marché passé par une personne publique soumise aux dispositions des articles R.2191-3 à 63 du code de la commande publique

Une avance est accordée à l'entrepreneur titulaire dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse par le titulaire du marché, dans l'acte d'engagement.

5. 1 - Montant de l'avance

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies aux articles R.2191-6 à 10 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux de l'avance est fixé à 30%.

5. 2 - Bénéficiaires de l'avance

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique, avec des entrepreneurs groupés conjoints ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le titulaire ou par le mandataire et par chaque cotraitant conjoint ou par chaque sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés directement par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont soit effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire, soit répartis sur chacun des membres du groupement, sur la base de la répartition des paiements identifiée dans l'acte d'engagement, conformément aux modalités prévues à l'article 4.2.

Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par l'ensemble des cotraitants.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie d'un montant équivalent à cette avance, dans les mêmes conditions que celles applicables à l'entrepreneur principal.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de chantier, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restant dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

5. 3 - Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois.

La délivrance de l'avance n'est pas conditionnée à la production d'une caution ou d'une garantie bancaire.

Le règlement de l'avance interviendra dans le délai fixé à l'article 6.3 du présent CCAP.

5. 4 - Modalités de résorption de l'avance

La résorption de l'avance, qui devra en tout état de cause être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant initial du marché, s'effectuera selon les modalités suivantes : l'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 50 % du montant du marché selon la formule suivante :

$\text{Montant de la résorption} = \text{Montant de l'avance} \times (\% \text{ avancement des prestations} - 50)/30.$
--

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitants).

Article 6 - Règlement des comptes

Le délai de paiement des acomptes est de 30 jours, à compter de la réception de la demande d'acompte par le maître d'œuvre.

Le délai maximum de paiement du solde est de 30 jours, à compter de la date de réception du décompte général définitif par le maître d'ouvrage.

Le taux des intérêts moratoires est fixé à l'article 6.3 du CCAP.

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés pour les marchés à prix forfaitaire ou selon les quantités estimées ou réellement exécutées pour les marchés à prix unitaire. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

6. 1 - Demandes de paiement

6. 1. 1 - Demande de paiement d'acomptes

Les acomptes mensuels seront présentés conformément au modèle agréé par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG travaux, l'état d'acompte sera notifié au titulaire par le maître de l'ouvrage.

6. 1. 2 - Demande de paiement finale

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet au maître d'oeuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur son projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

- date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l'article 12.3.2 du CCAG,
- date de remise des documents demandés en application des articles 40 du CCAG et 11.4 du présent CCAP,
- date d'application de la retenue définitive dans les conditions définies à l'article 7.5 ci-dessous.
- dans le cas d'un marché à tranches, lorsque des tranches n'ont pas été affermies, à l'expiration de chacune des dates limites d'affermissement des tranches déliant les parties de leurs obligations pour ces tranches ou à la date limite d'affermissement de la dernière des tranches à engager.

Les dispositions de l'article 12.3 du CCAG travaux marchés publics s'appliquent sauf pour les marchés comportant des plantations pour lesquels, par dérogation aux articles 12.3 et 42 du CCAG, il sera appliqué les dispositions suivantes : l'entrepreneur devra présenter son projet de décompte final dans les 30 jours à compter du terme correspondant à l'expiration du dernier délai de garantie. (Engazonnements ou végétaux).

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux :

- Le pouvoir adjudicateur disposera d'un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général.
- Lorsque le titulaire notifie au représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'oeuvre, un projet de décompte général signé, il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l'article 12.4.4 du CCAG et qu'en l'absence de notification du décompte général par le

représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 30 jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif.

A défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

Dans le cas d'une réception avec réserves :

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le représentant du pouvoir adjudicateur ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves. Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

6. 2 - Paiements des cotraitants et/ou des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée à l'article 4.2 de l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants. Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

En complément de l'article 12.1.7 du CCAG travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par le pouvoir adjudicateur sur la base de l'acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le titulaire.

En l'absence de notification au pouvoir adjudicateur par le titulaire, dans les 15 jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaire, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, le pouvoir adjudicateur procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

6. 3 - Délais de paiement et intérêts moratoires

Les paiements seront effectués dans les conditions fixées au CCAP.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux } IM$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

Article 7 - Délais d'exécution – pénalités et primes

7. 1 - Durée du marché – délais d'exécution des travaux

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement et sont précisées à l'article 10.2 du présent CCAP en ce qui concerne la période de préparation.

Par dérogation à l'article 18 du CCAG Travaux, le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

7. 2 - Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG, les délais d'exécution des travaux seront prolongés (pour autant, qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, dûment constatée par le maître d'œuvre) d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-dessous :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
PLUIE	30 mm / 24 Heures
VENT	100 km/h

La station météorologique de référence est celle de Wallis et Futuna.

Pour être prises en compte, les intempéries doivent être déclarées comme arrêtant l'exécution des tâches du calendrier et faire l'objet d'attachements journaliers à soumettre au maître d'œuvre le jour même.

Le maître d'œuvre porte régulièrement le décompte des intempéries au compte rendu de chantier.

Le titulaire est tenu de signaler au maître d'ouvrage par lettre recommandée, dans un délai de 15 jours, toute circonstance ou événement susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution. Toutes justifications nécessaires, permettant au maître d'ouvrage de reconnaître le bien-fondé des difficultés signalées, doivent être fournies.

7. 3 - Pénalités de retard

Les stipulations de l'article 19 du CCAG sont applicables sous réserve des dispositions suivantes :

- Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée. La mise en place des pénalités se fait sur simple constat et sans mise en demeure et sont cumulables entre elles.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, en cas de retard prévisible dans l'exécution des travaux, il sera appliqué une retenue provisoire égale à **25 000 F.CFP** par jour calendaire. Elle sera appliquée sur les acomptes mensuels.

Cette retenue pourra être restituée en cours de travaux si un rattrapage des retards est constaté sur le planning général.

Si les dates contractuelles de livraison ou de fin d'exécution ne sont pas respectées, les retenues provisoires sont transformées en pénalités définitives.

Les pénalités ne sont pas actualisables.

7. 4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Il est fait application des dispositions de l'article 18.1.1 du C.C.A.G. Travaux. Les délais nécessaires au repliement des installations de chantier et à la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution fixé à l'acte d'engagement.

La remise en état des lieux comporte la reprise propre et soignée des interfaces avec l'existant, notamment le régalinge et le dressage soigné des terres, la remise à niveau et la reprise des revêtements routiers avec aspect identique à l'existant avant travaux.

7. 5 - Retenues pour non remise des documents fournis après exécution

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution visés à l'article 10.4 ci-dessous, une retenue forfaitaire provisoire sera opérée d'un montant de 10 000 (dix mille) F CFP HT par jour calendaire de retard.

Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues à l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG et au présent article jusqu'à la remise de la totalité des documents. Toutefois et s'il y a lieu, par dérogation à l'article 19.3, si le montant du dernier décompte mensuel ne permettait pas l'application de cette retenue, le maître d'ouvrage pourra l'effectuer sur les acomptes précédents.

Au-delà de 2 mois suivant la date des opérations préalables à la réception, si les documents ne sont pas fournis, cette retenue provisoire deviendra définitive après mise en demeure préalable restée sans effet.

7. 6 - Autres pénalités

Sauf stipulation expresse particulière contraire, les pénalités et réfections :

- Sont dues dès le 1^{er} franc pacifique,
- Sont toutes cumulables entre elles,
- S'entendent en jour calendaires lorsqu'il s'agit de sanctionner un retard,
- N'exonèrent pas l'entreprise de ses obligations et responsabilités,
- Sont applicables sans mise en demeure préalable.

Rendez-vous de chantier : Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. En cas d'absence de la personne en charge du suivi de chantier, identifié en amont de la mission, à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à 10 000 F CFP.

Retard ou non-respect des délais fixés pour la fourniture de toutes les pièces, études et plans d'exécution, prévus à l'article 8-1 du CCAP pendant la période de préparation, il sera appliqué une pénalité de 10 000 F CFP par jour de retard.

Article 8 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

L'ensemble des Cahiers de Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

8. 1 - Provenance des matériaux et produits

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le CCTG ou déroge aux dispositions dudit CCTG.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

8. 2 - Mise à disposition de lieux d'emprunt

Sans objet.

8. 3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables au présent marché étant précisé que :

- Le CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG.
- Le CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES ne déroge pas aux dispositions du CCAG.
- Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le maître de l'ouvrage, à la charge du titulaire.

Le CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur, ainsi que les modalités correspondantes.

- Les vérifications, surveillance sont réalisées par un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le maître de l'ouvrage, à la charge du titulaire.

Le maître d'ouvrage ou son représentant sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés sur justificatifs.
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître de l'ouvrage.

8. 4 - Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

Article 9 - Implantation des ouvrages et localisation des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

9. 1 - Piquetage général

L'entrepreneur est tenu d'effectuer ou de faire effectuer par un représentant agréé par le maître d'ouvrage et avant de commencer les travaux, l'implantation des ouvrages conformément aux plans et instructions acceptés par le maître d'ouvrage.

9. 2 - Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage des ouvrages souterrains situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter sera réalisé en même temps que le piquetage général dans les conditions fixées par les concessionnaires ou par le maître d'ouvrage.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

Article 10 - Préparation – Coordination et exécution des travaux

10. 1 - Coordination des travaux – gestion des dépenses communes

La coordination des travaux sera assurée par le mandataire du groupement.

La part du marché revenant à chaque entreprise intègre le coût des dépenses communes qui lui incombe selon une répartition organisée par les entreprises membres du groupement et gérée par elles.

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la liste suivante sont réputées comprises dans les prix forfaitaires du marché conclu avec le titulaire :

- Installations de sécurité et d'hygiène du chantier ;
- Installation éventuelle du bureau de chantier ;
- Les frais d'études, de contrôles interne et externe ;
- Les frais de conduite de chantier ;
- L'enlèvement des déchets et matériaux divers non réutilisables ;
- Les frais d'évacuation des matériaux en décharge sur le territoire ;
- Le retour des matériels et matériaux en décharge agréé ;
- Les frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité, et de téléphone détériorés pendant le chantier ;
- Les frais de remplacement des matériels et mobiliers détériorés pendant le chantier.

En aucun cas le maître de l'ouvrage ne pourra intervenir dans le règlement des différends entre entreprises.

10. 2 - Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Par dérogation aux dispositions des articles 18.1.1 et 28.1 du C.C.A.G. Travaux, il est fixé une période de préparation de 2 mois à compter de l'ordre de service de commencer les travaux.

En complément de l'article 28.1 du CCAG la prolongation de la période de préparation par ordre de service

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes :

Dans les 15 premiers jours calendaires :

- Nom et pouvoirs du représentant de l'entreprise sur le site,
- Organigramme du personnel d'encadrement,
- Le schéma d'organisation du chantier et le plan des installations de chantier, de sécurité et d'hygiène,
- Le Schéma d'organisation, de gestion et d'élimination des déchets de chantier (SOGED)
- Planning détaillé, avec indication des effectifs prévus sur le chantier pour chacune des tâches élémentaires du planning,
- Aménagement des locaux de chantier, compris branchements eau, électricité et téléphone,
- Participation à l'inspection commune préalable avant le début des travaux et signature du plan de prévention

10. 3 - Plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail

Les plans d'exécution et note de calcul des ouvrages sont fournis en 2 exemplaires papier et au format numérique par l'entreprise (.pdf. et .dwg).

Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, pptx, doc, docx, xls, xlsx pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

ATTENTION : les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les documents d'exécution ainsi qu'après approbation par le contrôleur technique.

Approbation par le maître de l'ouvrage du calendrier détaillé d'exécution dans les conditions prévues à l'article 28.2.3 du CCAG.

10. 4 - Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire devra mettre au maître d'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux.

10. 5 - Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers

10. 5. 1 - *Branchements provisoires d'eau et d'électricité*

L'électricité et l'eau seront mises à disposition pour permettre la réalisation des travaux.

L'entreprise titulaire veillera à disposer de ses propres moyens de raccordement (rallonges, tuyaux...) aux points mis à disposition par le maître d'ouvrage.

10. 5. 2 - *Clôture, panneaux de chantier et signalisation*

D'une manière générale, l'entrepreneur aura la charge et la responsabilité des installations de chantier, conformes à la réglementation du travail et aux dispositions de l'article 31 du CCAG. La zone de chantier à l'intérieur de l'administration devra être balisée.

10. 5. 3 - *Locaux et sanitaires de chantier*

Aucune base vie ne sera mise à disposition des entreprises qui devront en faire leur affaire. En raison du contexte sanitaire et de la zone de confinement du site, les WC et sanitaires des locaux de l'Administration Supérieure ne pourront pas être mis à disposition des personnels des entreprises.

10. 5. 4 - *Gestion des déchets*

- Tri des matériaux : chaque titulaire devra indiquer la destination finale des matériaux par nature, les modes de tri ou de traitement envisagés dans son offre et s'y tenir pendant toute la durée du chantier. L'ensemble des matériaux sera trié et dans la mesure du possible recyclé. En tout état de cause, chaque titulaire devra définir la méthodologie de tri ou des évacuations successives dans le mémoire technique.
- Elimination des déchets : les déchets des matériels, équipements et déchets issus du nettoyage devront être conditionnés et acheminés vers une installation de stockage ou de traitement. Les frais seront supportés par les titulaires.

10. 5. 5 - *Respect de la sécurité et de l'environnement*

- Echafaudage et moyen de levage : si besoin, toutes les installations d'échafaudage et de levage seront équipées des dispositifs de sécurité réglementaires. Dans le cas d'une utilisation d'un échafaudage à pied, ce dernier devra être conforme aux normes en vigueur.
- Respect de la sécurité et de l'environnement : Chaque titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection du personnel de chantier, des piétons, des automobilistes, du personnel de la caserne ou tout autres intervenants sur le site. L'ensemble des précautions seront prises pour éviter les nuisances sonores et de poussières sur et à proximité du chantier (limites réglementaires). L'ensemble des précautions sera pris par chaque titulaire pour assurer la sécurité des riverains des travaux (bâtiments à proximité des travaux, trottoirs, route...). L'entreprise devra installer des barrières de chantier afin de clore le périmètre de ses travaux (périmètre de sécurité de la zone travail et de la zone de stockage).

10. 5. 6 - *Dispositions particulières en matière de sécurité*

Il est rappelé de manière générale que l'entrepreneur qui négligerait ses obligations vis-à-vis de la sécurité du public en toutes circonstances engage sa responsabilité pénale sur le fondement du délit de "mise en danger de la vie d'autrui" prévu par le Code Pénal.

Pour exemple, dès qu'une alerte pré-cyclonique est annoncée, l'entrepreneur est tenu de procéder au nettoyage du chantier (objets pouvant être emportés par le vent), à la consolidation et à la stabilisation des ouvrages et des installations de chantier (clôtures, etc...), de manière à ce que le chantier et ses alentours soient en situation de sécurité.

Article 11 - Contrôles et réception des travaux

11. 1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages, ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou du Cahier des Clauses Techniques Particulières seront assurés par l'entreprise en présence du maître d'ouvrage qui pourra s'il le souhaite s'entourer d'un contrôle technique expert en la matière.

11. 2 - Réception

La réception ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Il est fait application des dispositions de l'article 41 du CCAG. Il est cependant rappelé qu'en cas de réserves de nature à empêcher l'utilisation immédiate de l'équipement, le maître d'ouvrage pourra, conformément au CCAG, refuser la réception. A cet égard, le maître d'ouvrage reste seul juge pour apprécier si lesdites réserves l'empêchent effectivement de prendre possession de l'équipement et de l'utiliser conformément à sa fonction.

11. 3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Il n'est pas prévu de mise à disposition d'ouvrage.

Conformément à l'article 43 du CCAG Travaux, un ordre de service pourra prescrire, le cas échéant, au titulaire, de mettre pendant une certaine période certains ouvrages ou parties d'ouvrage, non encore achevés, à la disposition du maître de l'ouvrage. Dans ce cas, il sera fait application de l'article 43 du CCAG.

11. 4 - Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'ouvrage dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne.

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

- Un sommaire de la composition du dossier ;
- Les fiches techniques des produits employés et des matériaux mis en place
- Les notes de calculs électriques
- Les notes de calculs de structure
- Les notices d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements.
- Les plans d'implantation
- Les autorisations administratives
- L'agrément par le concessionnaire réseau
- L'attestation du contrôleur technique
- Les constats d'évacuation des déchets.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard à la date des OPR fixée par le maître d'œuvre.

L'ensemble des documents à remettre par l'entrepreneur au maître d'œuvre dans le délai fixé ci-dessus seront présentés dans les formes prévues à l'article 40 du CCAG.

Nombre d'exemplaires des plans (sauf stipulation plus contraignante du CCTP) :

- 3 exemplaires sur papier plié en format A4
- 1 sur support informatique (clé USB) compatible avec les versions du logiciel Autocad antérieures de 5 ans à la date de remise du support.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 2 exemplaires dont un sous la forme de fichiers informatiques. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, pptx, doc, docx, xls,xlsx pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites. Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire du marché devra fournir dans le même délai la liste de tout le matériel utilisé avec les références, la provenance des divers matériaux, les notices d'utilisation en français ainsi que le protocole de maintenance associée à cette installation.

11. 5 - Délai de garantie

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du CCAG ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie qui ne court qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

11. 6 - Garantie particulière des matériaux de type nouveau

L'entrepreneur garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où pendant le délai fixé la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande par les matériaux et fournitures désignés par le maître d'ouvrage après avis du maître d'œuvre.

Il devra être titulaire d'une police d'assurance décennale couvrant ces risques (si possible).

11. 7 - Assurance de responsabilités

Si cela est possible, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire ainsi que les sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Dans le cas où l'attestation d'assurance responsabilité civile ne couvre pas la durée complète du marché, l'entrepreneur devra fournir l'actualisation de ses justificatifs au plus tard à l'échéance de validité de l'attestation précédente.

Après mise en demeure restée sans effet, la non-fourniture des attestations citées ci-dessus dans le délai prescrit par ladite mise en demeure fera obstacle à tout paiement d'acompte.

En cas de retard dans la transmission des attestations d'assurances, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies à l'article 7.3 ci-dessus.

- Assurance de responsabilité civile en cours et après travaux : le titulaire doit justifier qu'il a souscrit une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux, dans un délai de trois semaines à compter de la notification du marché, avant tout commencement d'exécution, et en préalable à toute acceptation de décompte présenté par le titulaire.
Cette obligation d'assurance s'impose également à tous les sous-traitants.
- Assurance de responsabilité civile décennale : le titulaire doit justifier qu'il a souscrit une assurance le couvrant en cas de sinistre survenu à la suite de son intervention et qui affecterait la solidité ou l'étanchéité de la construction, ou bien la rendrait impropre à l'usage.

Le code des assurances n'étant pas en vigueur dans les Îles de Wallis et Futuna, en cas d'incapacité d'obtention de police d'assurance, il sera demandé au soumissionnaire de prouver, par tous moyens (preuve de banque...) sa solvabilité en cas de sinistre.

11. 8 - Représentant de l'entreprise

Lors de la phase préparatoire, l'entrepreneur devra désigner son ou ses représentants ainsi que leurs habilitations respectives pour ce chantier.

L'entrepreneur est tenu d'avoir un responsable sur le chantier en permanence. Ce dernier devra avoir les habilitations nécessaires pour prendre toutes décisions concernant le déroulement du chantier.

11. 9 - Résiliation – Mesures coercitives

Les dispositions des articles 49 à 53 du CCAG sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les dispositions suivantes :

11. 9. 1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG Travaux, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 50.4 du CCAG Travaux, aucune indemnisation ne sera versée au titulaire.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG, dans le cas d'un marché à tranches, ne seront pris en compte que les montants de la tranche ferme et des tranches optionnelles affermies.

11. 9. 2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 46.3 du CCAG travaux avec les précisions suivantes : le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

La résiliation pour absence de production des attestations d'assurances prévues à l'article 10 peut s'opérer sans mise en demeure préalable.

En complément à l'article 46.3 du CCAG travaux, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, **par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux**, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'article 6 de l'acte d'engagement relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles R.2143-6 (cf AE) et suivants du code de la commande publique, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et **par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux**, le titulaire ou le cotraitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera, résilié sans mise en demeure à leur frais et risques.

Article 12 - Clauses de réexamen

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

12. 1 - Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; par dérogation à l'article 48.7.3 du CCAG Travaux, les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut,

- Dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- Dans le cas du groupement avec mandataire solidaire, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :
 - o Soit de laisser la possibilité aux membres du groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
 - o De prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

12. 2 - Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

Article 13 - Règlement des différends et des litiges

La personne publique dispose d'un délai de 2 mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision.

Tout litige, ou contestation, lors du déroulement du marché, sera tranché par le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie, seul compétent.

Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie

BP Q3 – 98851 NOUMEA CEDEX

Tel. 00 687 25 06 30 - Courriel : greffe.ta-noumea@juradm.fr

Article 14 - Dérogation aux documents généraux

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG Travaux Marchés Publics par les articles correspondant cités ci-après du CCAP :

Articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont induites ces dérogations
---	---

4.1	2
15.4.3	3.4
13.2.2	6.1.1
12.3 ; 12.3.2 ; 12.4.2 ; 12.4.4 et 42	6.1.2
18	7.1
19 et 19.2.1	7.3
19.3	7.5
18.1.1 et 28.1	10.2
40	11.4
50.4	11.8.1
48.1	11.8.2
48.7.3	12.1

A..... le.....

La personne responsable du marché

Lu et accepté,

L'(es) entrepreneur(s) titulaire(s)

Ou le mandataire du groupement